



## **ARRETE N° 548-DDPP-15 portant prescriptions spéciales**

Le préfet de la Loire

VU le Titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L 511-1 et L512-8 ;

VU l'article R 513-2 du Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux d'autorisation des 18 novembre 1994 et 31 octobre 2000 réglementant les installations de la chaufferie du CHU de Bellevue, situé Boulevard Pasteur sur la commune de Saint-Etienne ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2014 relatif au plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération stéphanoise ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-87 du 2 mars 2015 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 124/DDPP/15 du 24 mars 2015 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2015 ;

VU l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques du 5 octobre 2015 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

**Considérant** que l'installation est située dans la zone du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération stéphanoise et qu'elle est à ce titre visée par la mesure 2 de ce même plan ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions imposées à l'exploitant au vu des modifications apportées sur son site ;

**SUR proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

### **ARRETE**

#### **Article 1 : Pétitionnaire**

Le CHU de BELLEVUE exploitant des installations relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement situé Boulevard Pasteur – 42000 SAINT-ETIENNE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral ayant le même objet ou étant contraires.

### **Article 3 : Classement des activités**

Le CHU de Bellevue est autorisé à exploiter sur son site sis Boulevard Pasteur à Saint-Etienne, les installations suivantes :

N°	Désignation de la rubrique	Régime	Volume de l'activité
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	DC	3 chaudières au gaz naturel : 3600 + 2*4100 kW soit 11,8 MW  3 groupes électrogènes dont les moteurs fonctionnent au fioul domestique : 3*2660 kW soit 7,98 MW  Puissance totale : 19,78 MW

### **Article 4 : Modalités de fonctionnement des groupes électrogènes**

Les groupes électrogènes sont destinés uniquement à secourir l'alimentation électrique des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale en cas de défaillance accidentelle de celle-ci.

L'exploitant tient un registre des heures de fonctionnement de ses groupes électrogènes. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si, en raison d'une indisponibilité prolongée de l'alimentation électrique, les groupes électrogènes sont amenés à fonctionner plus de 500 heures dans une année, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées et procède à un contrôle des émissions de ses groupes électrogènes à comparer aux valeurs limites fixées par l'article 6 du présent arrêté.

Aucun essai des groupes électrogènes ne pourra avoir lieu en cas d'alerte de pollution sur le bassin d'air stéphanois pour les paramètres NOx ou poussières telle que définie par l'arrêté interpréfectoral en vigueur relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant pour les départements de la région Rhône-Alpes.

### **Article 5 : Etude technico-économique**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection avant le 1<sup>er</sup> mars 2016 une étude technico-économique proposant les moyens à mettre en oeuvre afin de respecter au 1<sup>er</sup> juillet 2016 les valeurs limite définies par l'article 6.

#### **Article 6 : Valeurs limite d'émission**

Au 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'exploitant respecte les valeurs limite suivantes :

Type de machine et combustible	Paramètre	VLE en concentration
Chaudières Combustible gaz	SO <sub>2</sub>	35 mg/m <sup>3</sup>
	NO <sub>2</sub>	100 mg/m <sup>3</sup>
	Poussières	5 mg/m <sup>3</sup>
Groupes électrogènes Combustible fioul domestique	SO <sub>2</sub>	60 mg/m <sup>3</sup>
	NO <sub>2</sub>	450 mg/m <sup>3</sup> (si la durée de fonctionnement est supérieure à 500 heures par an)
	Poussières	30 mg/m <sup>3</sup> (si la durée de fonctionnement est supérieure à 500 heures par an)

Pour les chaudières, le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101 300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant à 3 % en volume pour les combustibles gazeux.

Pour les groupes électrogènes, les valeurs limites sont respectées dans les conditions de marche des installations à pleine charge. Elles sont exprimées en mg/m<sup>3</sup> dans les conditions normales de température et de pression, sur gaz sec ; la teneur en oxygène étant ramenée à 15 % en volume pour les moteurs et les turbines, quel que soit le combustible utilisé.

Toute modification des combustibles utilisés doit faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7 : Fréquence de surveillance**

L'exploitant fait réaliser chaque année un contrôle des émissions de ses chaudières pour le paramètre dioxyde d'azote.

#### **Article 8 : Transmission des résultats d'analyse**

L'article 3.9.4 de l'arrêté préfectoral n°18841 du 31 octobre 2000 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les résultats des analyses sont conservés pendant une durée de trois ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La première année, les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9 : Abrogation de certaines dispositions antérieures**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°17410 du 18 novembre 1994 sont abrogées.

Les articles 3.8 et 3.9.6 de l'arrêté préfectoral n°18841 du 31 octobre 2000 sont abrogés.

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°18841 du 31 octobre 2000 est abrogée.

#### **Article 10 :**

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction et ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du

jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

**Article 11 :**

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 4 décembre 2015

**Patrick RUBI**  
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale  
de la Protection des Populations  
et par délégation

Copie adressée à :

- CHU SAINT-ETIENNE

25 Boulevard Pasteur

42100 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire

Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono